

«Colloque CONCILIONS NOS MULTIPLES IDENTITÉS!» - vendredi 23 mars - UQÀM

C.O.R. - CIDIHCA - Observatoire international

Samira Laoui, présidente-fondatrice du C.O.R. (Communication, ouverture, rapprochement interculturel) a présenté Vincent Romani et Ghislain Picard.

Vincent Romani, professeur au Département de science politique de l'UQÀM, directeur de l'Observatoire sur le racisme et les discriminations, dans son mot d'accueil, a mentionné le danger du «suprémacisme décomplexé» en Amérique du Nord. Il croit que l'idéologie post-libérale qui nie le racisme a des effets pernicieux. Il a rappelé que «la race et la blancheur sont des produits sociaux» et que la diversité égalitaire est une richesse.

Ghislain Picard, chef de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, a ouvert le colloque en déclarant que la lutte contre le racisme est un défi constant. Un enseignement juste de l'histoire qui reconnaît la contribution des peuples autochtones favoriserait le rapprochement entre les nations au Québec. Des groupes autochtones misent sur la sensibilisation des jeunes Québécois en offrant des activités conjointes.

CONFÉRENCES - Animatrice: **Élisabeth Garant**, directrice générale du Centre justice et fois

Rachida Azdouz, psychologue, spécialiste en relations interculturelles, UdeM, a traité de la conciliation «entre soi et soi». En s'inspirant de la grille de Camilleri, elle a présenté les différentes stratégies identitaires en contexte de diversité. Elle a souligné qu'une reconstruction identitaire permet de passer d'une «identité de naissance à une identité de conscience». Il est nécessaire de retrouver la cohérence entre l'être et le paraître en cas de choc culturel, qu'il s'agisse de l'accueillant aussi bien que de l'accueilli.

Pauline Côté, professeure titulaire au Département de science politique, U. Laval, a traité de la conciliation des identités au sein du groupe majoritaire, en soulignant que celles-ci se forment et évoluent tout au long de la vie. Elle a axé sa conférence sur deux «récits» : la Révolution tranquille et le Concile Vatican II. Elle a insisté sur le rôle exemplaire de l'école publique québécoise et des enseignantes. Elle a rappelé le féminisme québécois «ordinaire» qui s'est manifesté à la fin des années 70. On peut puiser des trésors de solidarité dans la culture traditionnelle canadienne-française.

Khadiyatoulah Fall, titulaire de la Chaire d'enseignement et de recherches interethniques et interculturels, UQAC, a insisté sur l'importance du vocabulaire pour consolider la société : il faut privilégier les termes qui font consensus et se méfier de ceux qui suscitent la polémique. Ainsi, on a facilement adopté «le vivre-ensemble», alors qu'on a rejeté «l'islamophobie», qui est devenu le mot de l'Autre, un mot de tension et de rejet, perçu par la majorité comme stigmatisant pour elle. Il se demande si «anti-islamisme» ou «racisme anti-musulman» pourrait le remplacer.

Des questions provenant de l'auditoire ont permis aux conférenciers de préciser leur pensée.

PANEL DE POLITICIENS PROVINCIAUX - Animatrice : Pauline Côté

Magda Fusaro, rectrice de l'UQÀM, a souhaité la bienvenue aux panélistes et aux participants.

Catherine Fournier, du Parti québécois, députée de Marie-Victorin, porte-parole de l'opposition officielle en matière d'immigration et de diversité, a présenté un projet de loi du PQ en 20 mesures concrètes pour favoriser l'intégration :

- l'amélioration de l'employabilité par la reconnaissance des diplômes et des acquis ainsi que par des stages;
- la juste représentation de la diversité dans les conseils d'administration et dans les productions culturelles, en particulier les médias;
 - ❖ la lutte contre la discrimination dans le logement;
 - ❖ l'accès à la francisation pour les nouveaux arrivants.

Saul Polo, du Parti libéral du Québec, député de Laval-des-Rapides, adjoint parlementaire du ministre des Finances, a insisté sur son refus d'être l'«immigrant de service». C'est quant il s'est impliqué socialement qu'il a découvert les obstacles que les immigrants devaient surmonter. Pendant les 15 dernières années, des progrès ont été réalisés. Cependant, la cible de 25 % d'employés de l'État issus de groupes à besoins particuliers - handicapés; minorités visibles; autochtones; anglophones - n'est pas atteinte. Dans les régions, vu la pénurie de main d'oeuvre, on désire l'installation de familles issues de la diversité.

Alejandra Zaga Mendez, candidate de Québec solidaire dans Bourassa-Sauvé, a remplacé Amir Khadir. Elle a rappelé l'établissement du Comité pour contrer le racisme et les discriminations (2015) qui ne concerne pas seulement les immigrants : c'est une question de citoyenneté. Pour combattre la marginalisation, QS préconise l'amélioration des conditions de travail, en particulier la hausse du salaire minimum, de meilleurs

services sociaux, la gratuité de l'université. QS avait appuyé une Commission sur le racisme systémique, car il reconnaît que notre système social produit des rapports inégaux.

Des questions provenant de l'auditoire ont amené ces panélistes à préciser des engagements de leurs partis politiques respectifs.

Frantz Voltaire, directeur du CIDIHCA, a clôturé le colloque en faisant le tour des principaux points développés par les conférenciers et les politiciens. Il a souligné que la montée de l'intolérance chez nos voisins du sud semble légitimer la montée de l'extrême droite ici : nous devons en être conscients. Il faut donc que tous les acteurs anti-racistes du Québec travaillent en concertation pour faire face à ce fléau.